

COVID-19 Suivi des Impacts

au niveau des ménages

Burkina Faso



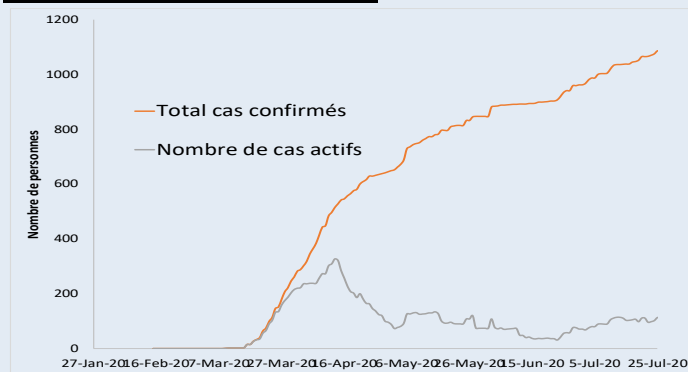
Bulletin No.2 — Octobre 2020

PRINCIPAUX MESSAGES

- Au cours des 7 derniers jours, un ménage sur cinq n'a pas été en mesure d'accéder aux aliments de base;
- Par rapport au premier passage, on note une réduction du pourcentage des élèves qui restent intellectuellement actifs grâce aux programmes TV et radios;
- Malgré la Covid-19, il n'y a pas eu de perturbation majeure dans la fourniture des services de santé;
- Il y a un besoin d'améliorer le ciblage des transferts du gouvernement. 70,8 pourcent des bénéficiaires sont non-pauvres;
- En cette période de la pandémie du Covid-19, beaucoup de ménages (surtout les pauvres ruraux) n'arrivent pas à satisfaire leurs besoins alimentaires;
- Six ménages sur dix déclarent avoir été affectés par un choc négatif. Dans un contexte marqué par une limitation du système de protection sociale, la plupart des ménages subissent sans rien faire (26,5%);
- Un ménage sur quatre (24,3%) pense que l'Etat répond suffisamment à leurs besoins en sécurité.

Cas confirmés de COVID-19

Burkina Faso



53 Décès 920 Patients guéris

Source: INSD (en date du 25 Juillet 2020)



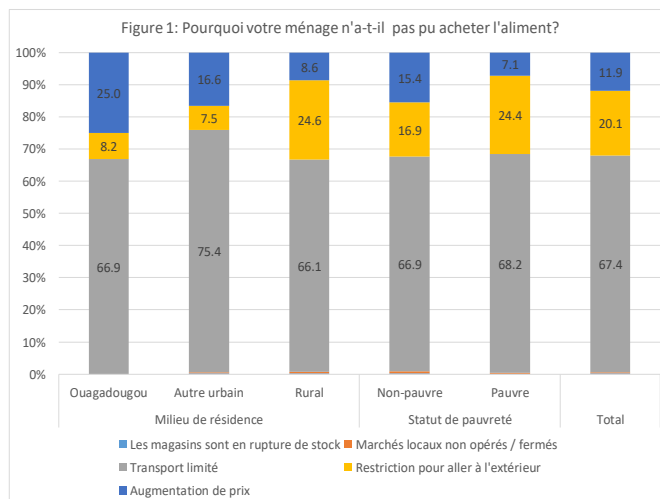
CONTEXTE

Cette note présente les résultats du deuxième passage d'une enquête par téléphone (HFPS) représentative au niveau national. La collecte des données a eu lieu entre le 20 juillet et le 14 août 2020. Les 1 968 ménages qui ont été interrogés avec succès lors du premier passage ont été appelés et 1 860 (94,5 % des 1 968) ont été interrogés avec succès lors du deuxième tour. En outre, 242 ménages supplémentaires ont été échantillonnés dans les strates rurales lors du deuxième tour, afin d'accroître la représentativité dans ce domaine. Sur les 242 ménages de l'échantillon, 177 ménages (73,14 % des 242 tentatives) ont été contactés et interrogés avec succès. L'ensemble de l'échantillon du deuxième tour comprend 2037 ménages. Pour ce deuxième passage, le questionnaire reprend deux modules clefs qui ont déjà été administrés au premier passage à savoir, l'accès aux médicaments, aliments de base et services de santé, et l'emploi et les revenus. Quatre nouveaux modules sont ajoutés, couvrant les thèmes suivants: la sécurité alimentaire, les chocs, la fragilité, les conflits et la violence.



ACCÈS AUX ALIMENTS DE BASE ET AUX SERVICES SOCIAUX

Au cours de la semaine qui a précédé l'enquête, environ un ménage sur cinq (21,4%) n'a pas été en mesure d'accéder aux aliments de base. Pour tenir compte de la différence en terme d'habitudes de consommation, les aliments de base dans cette étude varient en fonction du lieu de résidence. A Ouagadougou, le riz importé, le maïs en grain et la farine de maïs; dans les autres zones urbaines, le maïs en grain, le riz importé, le riz local; en milieu rural, le maïs en grain, le sorgho et le mil. Les problèmes liés à la limitation des moyens de transport et les restrictions pour aller à l'extérieur sont les principales raisons pour lesquelles certains ménages ont du mal à accéder aux aliments de base. En milieu urbain, l'augmentation des prix pose aussi problème. Durant le premier passage, l'indisponibilité des aliments de base était principalement due au maïs. Pour le deuxième passage, en plus du maïs, l'indisponibilité est due au sorgho, au riz local et au mil.



Durant les sept derniers jours qui ont précédé l'enquête, environ un élève sur cinq (21,5%) ne s'est livré à aucune activité éducative. Ce taux est en nette augmentation par rapport au résultat du premier passage (12,4%). Ceci représente un net recul. Le recul est plus important au niveau du sous groupe des élèves qui durant juin/juillet restaient intellectuellement actifs grâce aux programmes télé et radios. Durant la semaine qui a précédé l'enquête, un élève sur quatre (23,0%) est resté en contact avec son enseignant. Malgré un besoin de distanciation sociale, la grande majorité de ces élèves (93,1%) ont eu un contact physique avec leur enseignant. Ce taux de contact physique est largement plus important, et contraste un peu avec les résultats du premier passage durant lequel on avait observé une plus grande utilisation des TIC.



ACCÈS AUX ALIMENTS DE BASE ET AUX SERVICES SOCIAUX

Durant la semaine qui a précédé l'enquête, et malgré la Covid-19, la plupart des ménages ont déclaré pouvoir acheter des médicaments; et la majorité (54,2%) a fait cet achat dans une pharmacie formelle. Durant la même période, près de la moitié (45,0%) des ménages ont eu besoin des services de santé, principalement à cause du paludisme/fièvre (72,1%) et des problèmes d'estomac (10,2%). Comme ce fut déjà le cas durant le premier passage, l'enquête nous renseigne que la grande majorité (97,7%) de ceux qui avaient besoin de services de santé ont pu se faire soigner, signe qu'il n'y a pas eu de perturbation majeure dans la fourniture des services de santé. Pour la petite fraction de ceux qui n'ont pas pu accéder aux services de santé, la raison donnée par la grande majorité (82,5%) des ménages est liée à leur incapacité à payer les frais y afférant. L'accessibilité financière représente ainsi la plus grande contrainte, en particulier pour les pauvres.

Figure 2: Proportion d'élèves participant à des activités éducatives

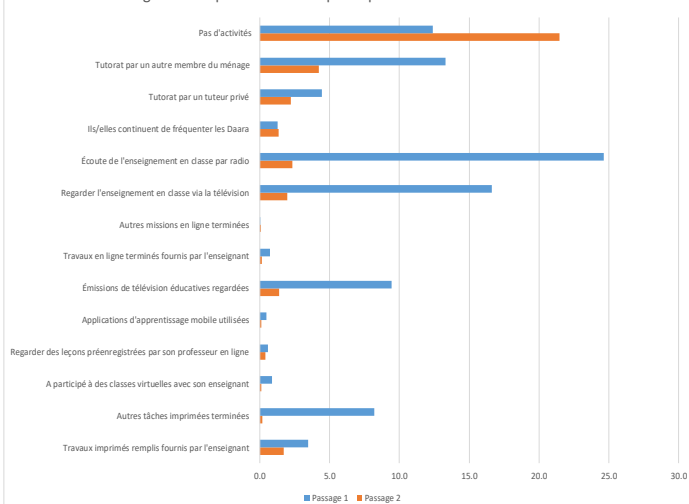
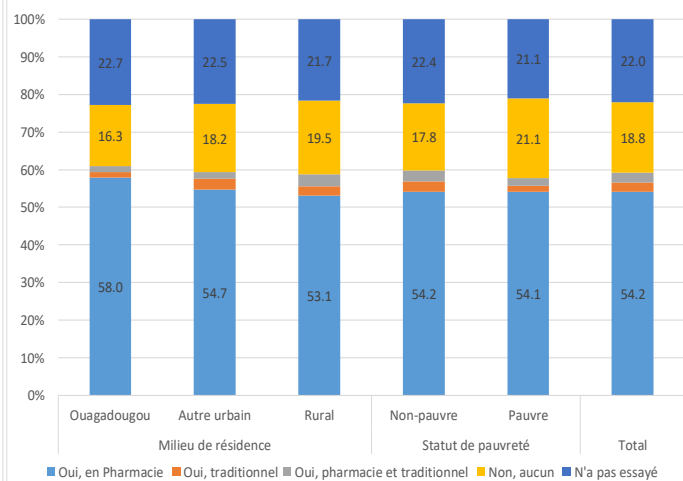


Figure 3: La semaine dernière, votre ménage a-t-il pu acheter de médicaments?



EMPLOIS ET REVENUS

Par rapport au premier passage, on note une nette augmentation de la proportion de personnes qui ont un emploi. Signe possible que la reprise économique est engagée. En effet, durant le premier passage, le taux d'emploi était de 75,1 pourcent, contre 83,3 pourcent pour le second passage, soit une augmentation de huit points de pourcentage. Cette augmentation est principalement tirée par le milieu rural, qui a connu une hausse de 9,9 points de pourcentage du taux d'emploi entre les deux passages. Le message sur la relance économique est nuancé par une évolution en demi teinte des revenus des entreprises non-agricoles. Par rapport au mois précédent, certaines entreprises ont connu une augmentation de leurs revenus (23,2%), tandis que d'autres ont plutôt connu une baisse (32,5%), au final, entre les deux passages, la proportion d'entreprises dont les revenus sont restés stables a diminué énormément (de 72,5% à 33,9%). L'absence de clients (45,7%) et la fermeture saisonnière (18,5%) sont les principales raisons évoquées pour expliquer la baisse ou l'absence de revenus. La proportion des ménages agricoles qui déclarent avoir eu des difficultés à mener leur activité demeure élevée (86%). Cependant, cette proportion est en légère baisse comparativement au premier passage (90%). L'insuffisance ou le retard de pluie est de très loin la principale contraintes pour les agriculteurs. Cette contrainte est mentionnée par quatre ménages agricoles sur cinq (79,8%). Les difficultés liées à l'accès aux intrants agricoles viennent en seconde position des difficultés, et sont citées par un ménage sur cinq (21,8%). La proportion de ménages recevant des transferts a baissé. Durant le premier passage, 22 pourcent ont déclaré avoir reçu des transferts d'une autre famille, contre seulement 16,4 pourcent durant le second passage. La proportion ayant reçu un transfert du gouvernement ou d'une organisation a aussi baissée (29% au 1^{er} passage et 5,6% au 2^{ème} passage). La majorité de ceux qui reçoivent des transferts ont déclaré que par rapport au mois précédent, le montant reçu est resté le même.

Figure 4: Proportion de ceux qui travaillent

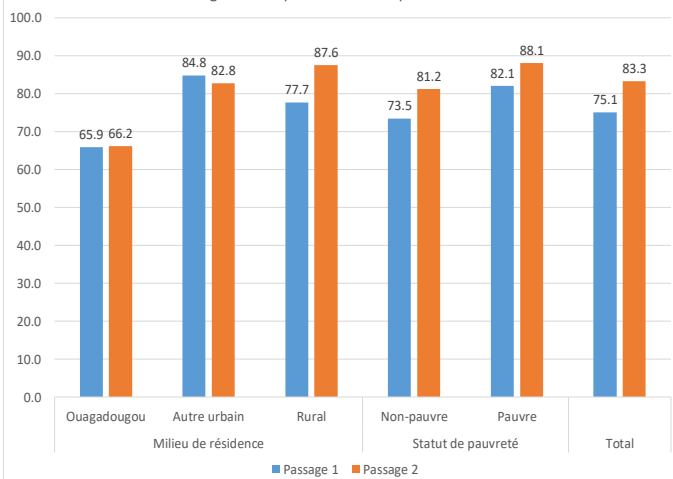
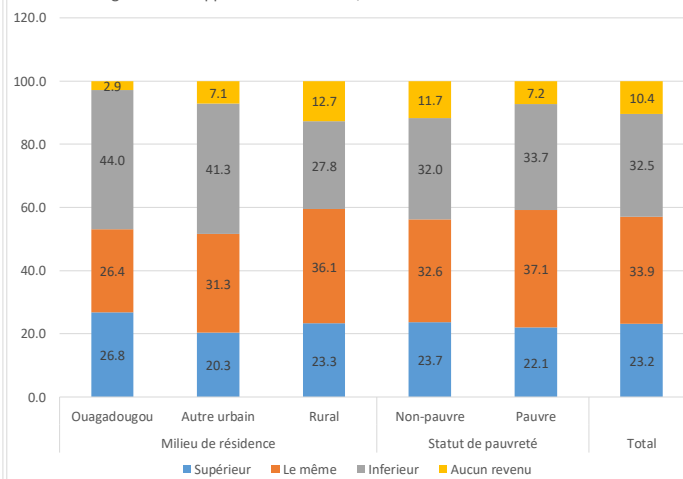


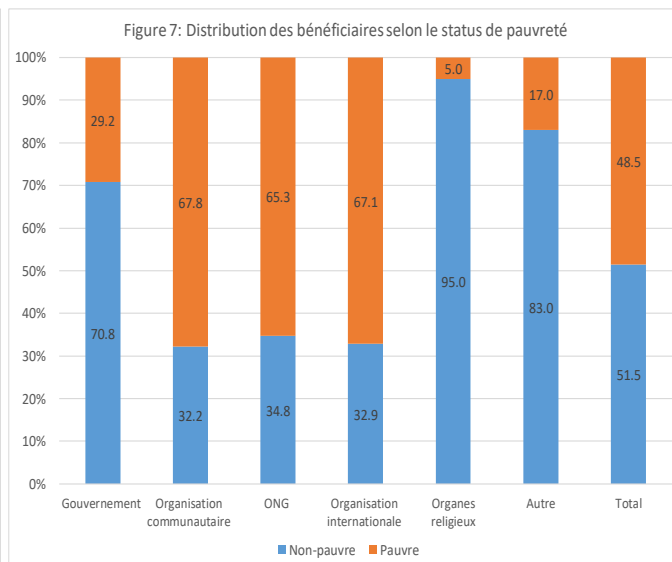
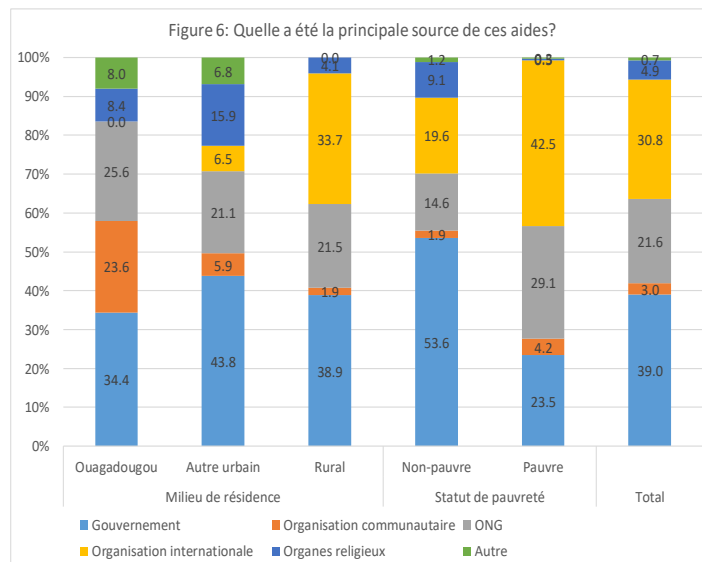
Figure 5: Par rapport au dernier mois, comment est le revenu des ventes?





EMPLOIS ET REVENUS

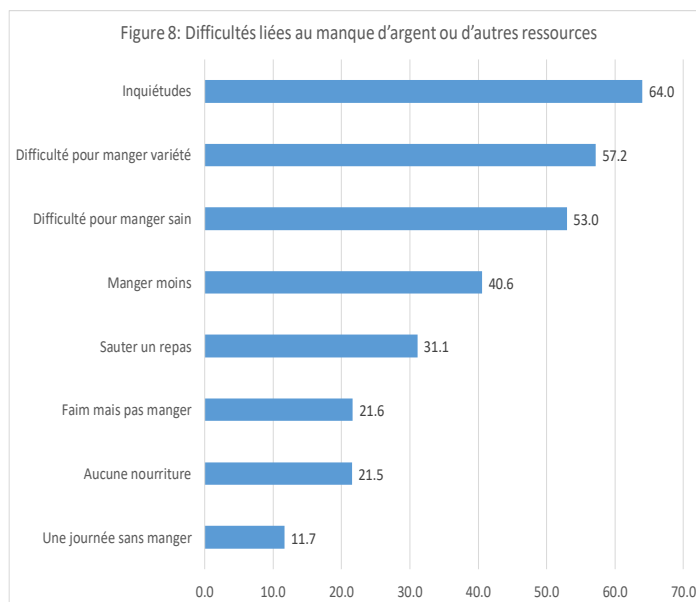
S'agissant des transferts issus du gouvernement et des organismes, on note une très grande diversité des sources. Les donateurs les plus importants sont: le gouvernement (39,0% des bénéficiaires), les ONG internationales (30,8% des bénéficiaires) et les ONG locales (21,6% des bénéficiaires). A eux seuls, ces trois comptent pour 91,4% des transferts issus des organismes. On constate une grande disparité selon le lieu de résidence et le statut de pauvreté. Les interventions du gouvernement sont relativement plus concentrées en milieu urbain, tandis que celles des ONGs sont plus concentrées sur les pauvres. Ces résultats suggèrent qu'il y a un sérieux problème de ciblage des transferts du gouvernement. En effet trois sur quatre (70,8%) bénéficiaires des transferts du gouvernement sont non-pauvres. Les organisations communautaires et les ONGs font un bien meilleur travail en terme de ciblage des pauvres. En effet pour ces trois, entre 65% et 67% des bénéficiaires de leurs transferts sont des pauvres.



SECURITE ALIMENTAIRE

Concernant la sécurité alimentaire, plusieurs questions ont été posées aux enquêtés pour savoir si leur ménage a eu des problèmes d'argent ou d'autres ressources au cours des 30 derniers jours, et comment ces problèmes ont impacté la capacité du ménage à satisfaire ses besoins alimentaires.

Il ressort que les problèmes d'argent et de manque de ressources ont sérieusement affecté les ménages au cours des 30 jours qui ont précédé l'enquête. Tout d'abord, sur le plan psychologique, l'absence d'argent met les ménages dans une situation d'incertitude qui fait qu'au jour le jour, ceux-ci ont des appréhensions quand à leur capacité à pouvoir satisfaire à leurs besoins alimentaires. Ces inquiétudes affectent environ six ménages sur dix (64,0%). A cause des difficultés financières, 57,2 pourcent des ménages déclarent qu'ils n'ont pas pu manger une nourriture variée comme ils l'auraient souhaité. Une autre fraction importante déclare n'avoir pas pu manger une nourriture saine à cause du manque de ressources.



Au cours des 30 derniers jours, une importante proportion de ménages déclare avoir eu à manger moins (40,6%), ou à sauter un repas (31,1%) ou à ne pas manger alors qu'ils avaient faim (21,6%) ou alors être restés sans aucune nourriture (21,5%). Comme on pouvait s'y attendre, les problèmes d'insécurité alimentaire sont plus prononcés parmi les ménages ruraux et pauvres.

Ces résultats suggèrent qu'en cette période de la pandémie de la Covid-19, du fait notamment de la réduction des revenus, beaucoup de ménages n'arrivent pas à joindre les deux bouts, notamment une grande proportion n'arrive plus à satisfaire aux besoins alimentaires. L'expansion et l'amélioration du ciblage des filets sociaux existants seraient une bonne voie pour réduire le risque de crise alimentaire et ses conséquences à court, moyen et long terme, notamment sur la malnutrition et le développement de la petite enfance.



CHOC

Au quotidien, les ménages font face aux chocs qui les affecte négativement. Au Burkina Faso, l'incidence des chocs est très élevée, avec six ménages sur dix (61,2%) qui déclarent avoir été affectés par un choc négatif entre mars et août 2020. L'augmentation du prix des denrées alimentaires est de loin le choc le plus important. Ce choc a frappé un ménage sur trois (31,3%). Quatre autres types de chocs se distinguent avec des scores importants. Il s'agit de: (i) l'augmentation du prix des intrants (15,2%); (ii) les vols (11,7%); (iii) la maladie (10,2%); et (iv) la faillite d'une entreprise familiale non-agricole (7,3%). Il y a quelques différences notoires selon le milieu de résidence et le statut de pauvreté. Par exemple, Les chocs relatifs à l'augmentation du prix des intrants et aux vols affectent plus les ménages ruraux. L'augmentation du prix des aliments affecte plus les ménages non-pauvres.

Dans un contexte marqué par une limitation du système d'assurance et du système de protection sociale, la plupart des ménages subissent ses chocs sans rien faire (26,5%). Ceux qui peuvent puisent dans leur épargne (20,5%) ou vendent un de leurs actifs (18,3%) pour faire aux chocs. Une proportion importante (17,9%) fait recours à l'aide des amis et de la famille. Les stratégies adoptées pour minimiser l'impact des chocs varient selon le niveau de vie et le milieu de résidence. Les pauvres ont une plus forte probabilité de ne rien faire. Les non-pauvres ont une plus forte probabilité de puiser dans leur épargne. Le recours à l'aide d'amis ou de la famille est plus présent à Ouagadougou la capitale.

Figure 9: Incidence des chocs

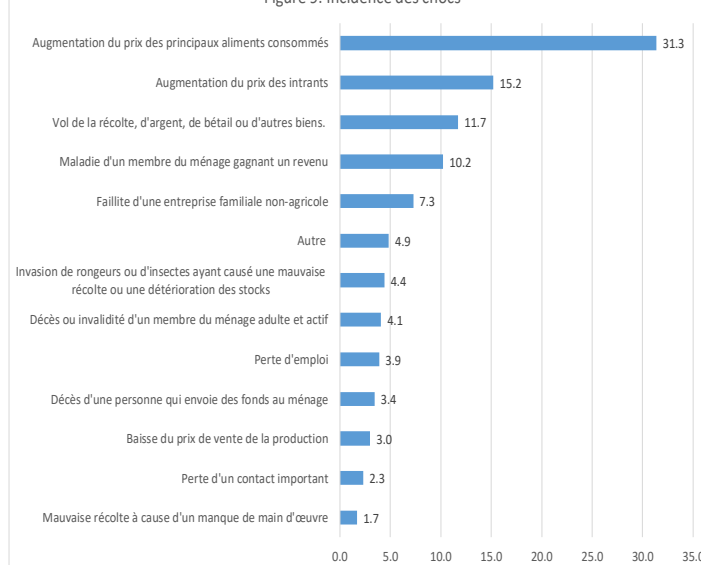
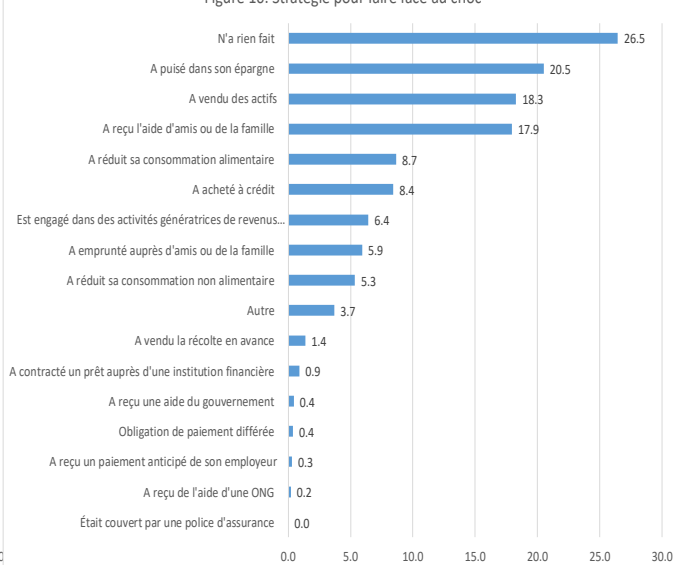
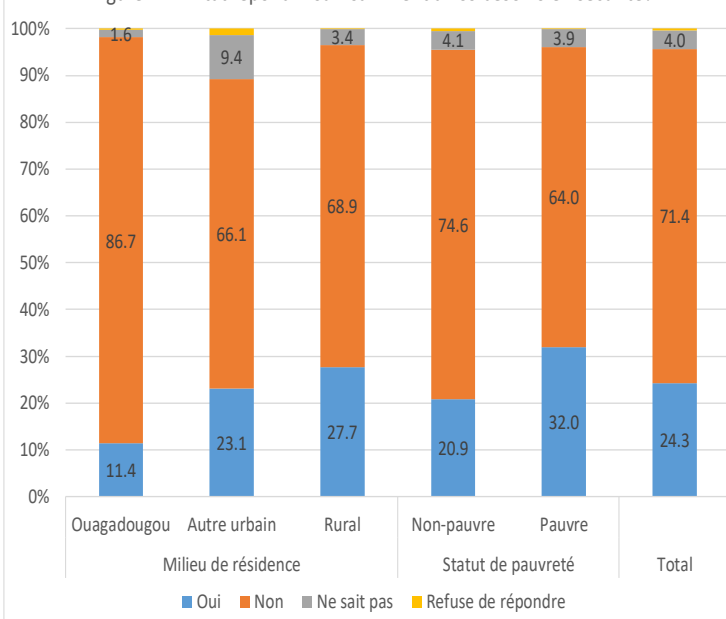


Figure 10: Stratégie pour faire face au choc



CONFLIT ET VIOLENCE

Figure 11: L'Etat répond-il suffisamment à vos besoins en sécurité?



La majorité des ménages Burkinabè estiment qu'ils vivent dans une localité où le niveau de sécurité est élevé ou très élevé (56,0%). Mais il faut noter qu'à Ouagadougou, seulement 36,7 pourcent des ménages pensent que le niveau de sécurité y est élevé ou très élevé. Les pauvres sont plus convaincus de la sécurité de leur localité comparativement aux non-pauvres. La plupart des ménages (68,5%) déclarent que le niveau des relations sociales et de la confiance dans leur localité est élevé ou très élevé. Cependant une proportion non-négligeable (11,5%) déclare qu'au cours du dernier mois, il y'a eu une augmentation de la criminalité. La hausse de la criminalité est plus prononcée à Ouagadougou ou elle est mentionnée par un ménage sur cinq (21,4%).

Seul un ménage sur quatre (24,3%) pense que l'Etat répond suffisamment à leurs besoins en sécurité. L'appréciation de la qualité de l'action gouvernementale varie selon le milieu de résidence et le statut de pauvreté. Ceux qui vivent à Ouagadougou sont les moins satisfaits (11,4% satisfaits). Les non-pauvres ont tendance à être plus exigeants et conséquemment, moins satisfaits (20,9% de satisfaits) comparativement aux pauvres (32,0% de satisfaits).



Cette note a été élaborée par Clarence Tsimo Nkengne, Marco Tiberti, et Prosper Backiny-Yetna de la Banque mondiale, Zakaria Koncoba de l'INSD, et Adama Tiendrebeogo de la commission de l'UEMOA. L'équipe a bénéficié des commentaires utiles de Christophe Rockmore. La note a été préparée sous la direction de Soukeyna Kane, Maimouna Mbow Fam, Kofi Nogue, Pierella Paci, Jean-Pierre Chauffour, et Boureima Ouedraogo.

Pour plus de détails, visitez <http://surveys.worldbank.org/covid-19> ou <http://www.insd.bf/n/>



WORLD BANK GROUP